

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

MERCREDI 27 OCTOBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,285

## EDITORIAL

### AUCUN SACRIFICE POUR LES COMPÈRES DE DASSAULT

Un milliard et demi de francs, telle est approximativement la somme volée par Dassault au fisc.

Un milliard et demi de francs cela représente une somme colossale. C'est le salaire qui pourrait être alloué à cinquante mille ouvriers, la moitié de la population travaillante de la Guadeloupe

ou de la Martinique, à raison de 3000 francs mensuels et ceci pendant un an.

Mais Dassault n'est pas un travailleur, c'est un des piliers de l'état bourgeois, le plus grand marchand de canons et d'avions de guerre d'Europe. Et du même coup il a à ses pieds la majeure partie des politiciens et des journalistes de France et de biens d'autres pays.

Alors un homme comme Dassault n'a rien à craindre de la justice française. Les lois, ce sont ses compères du parlement et de l'appareil d'état qui les proposent, les rédigent et les votent. Autant dire qu'il s'agit de lois destinées précisément à protéger les individus comme Dassault. Pour la même raison, nous pouvons être assurés qu'Hersant, ce requin de la grande presse, n'aura garde de publier en première page de France-Antilles et de ses nombreuses autres publications, la photo de cet escroc de haute volée. Alors que dans le même temps ces mêmes journaux n'hésitent pas à traîner tous les jours dans la boue des malheureux qui n'ont pas sur la conscience le milliardième de ce que se permet Marcel Dassault.

Alors c'est bien la preuve que nous n'avons aucune confiance à faire au gouvernement des Giscard, Barre et autres. Un gouvernement qui a le culot d'appeler les travailleurs à se serrer la ceinture, à payer plus d'impôts et à faire des sacrifices dans le même temps où il tolère et protège des gens comme Dassault. Et le plus scandaleux dans tout cela c'est que les impôts supplémentaires que le gouvernement Barre se propose d'extraire des poches des travailleurs serviront à enrichir encore plus Dassault. Car les multiples sociétés Dassault ne vivent que des commandes de l'état. Autrement dit, c'est l'argent des contribuables, les petits contribuables, ceux que nul ne protège, qui est reversé dans les caisses des Dassault et Cie.

Alors, les travailleurs ne doivent faire aucun sacrifice pour Dassault et pour les politiciens à sa solde.

## GUADELOUPE

### LES TRAVAILLEURS DU FONDS DE CHOMAGE NE SONT TOUJOURS PAS PAYES.

Plus de trois quinzaines après l'embauche, un certain nombre de travailleurs du fond de chômage, venant pour la plupart de la région de Basse-Terre, n'ont toujours pas perçu leurs salaires. Ainsi donc l'administration-patron se comporte encore pire que les patrons du privé, elle ose faire ce qu'aucun patron n'aurait fait. C'est dire que les travailleurs ne peuvent point compter sur une telle administration non seulement pour leur venir en aide, mais encore pour les défendre contre les méfaits des patrons.

En fait, il n'y a rien d'étonnant à ce comportement de l'administration préfectorale. Au service direct des riches et des gros capitalistes, elle ne peut que s'aligner sur leur mentalité quand elle emploie elle-même, c'est à dire payer le moins possible ou faire attendre longtemps les travailleurs avant de les payer. Mais en attendant ça n'empêche pas le préfet de déclarer que tout est fait pour venir en aide aux chômeurs de la zone évacuée. Les travailleurs du fonds de chômage doivent être payés le plus rapidement possible.

### les fluctuations de la livre sterling.

NOUVELLE MANIFESTATION  
DE LA CRISE DU SYSTEME.

*Après la baisse enregistrée par le franc sur le marché des changes la semaine dernière, c'est actuellement la monnaie anglaise, la livre sterling, qui bat de l'aile une nouvelle fois. Tant il est vrai qu'aucune communauté nationale n'est aujourd'hui à l'abri d'un dérèglement monétaire. Et cela est bien normal, le désordre monétaire international n'étant en fait que l'expression des difficultés d'un système économique se développant de manière anarchique.*

*Aujourd'hui il se trouve que c'est l'Angleterre qui est à l'avant-scène de la crise monétaire. Mais demain, la crise peut tout aussi bien concerner la lire italienne ou le franc français ou, de nouveau le dollar américain.*

*Et on pourrait presque s'accoutumer de cette ronde folle de la crise tout au tour du globe, si cette absurdité même n'était en permanence une menace grosse de dangers pour les travailleurs de tous les pays.*

*Car la crise monétaire itinérante d'aujourd'hui, c'est peut être, pour demain, une crise économique catastrophique dont la bourgeoisie cherchera à rejeter les conséquences les plus lourdes sur les couches travailleuses de la population.*

*C'est pour cette raison qu'il est plus que temps que la classe ouvrière mette fin à un système qui ne peut continuer à exister qu'en engendrant périodiquement la crise.*

## MARTINIQUE

### UNE NOUVELLE VICTIME DU MOCAP

Dans "Révolution Socialiste" du samedi 23, nous avons appris qu'une travailleuse agricole, mère de famille nombreuse, a été intoxiquée alors qu'elle répandait du Mocap.

Le Mocap est un vermicide très dangereux qui a coûté la santé à plus d'un travailleur et qui est l'objet en ce moment même d'une campagne de dénonciation aux Etats Unis par la gauche et les associations de consommateurs.

Encore une fois donc une travailleuse est victime de l'exploitation capitaliste et de ses méthodes.

Cela démontre une fois de plus ce que vaut la vie d'un travailleur aux yeux d'un patron et combien il est urgent pour les travailleurs de s'organiser afin de faire disparaître ces conditions de travail scandaleuses.

ACHETEZ COMBAT OUVRIER MENSUEL N°67

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3ème

supplément au mensuel

67

## CAPESTERRE

Plan d'évacuation du C.E.S.-C.E.T. :  
Rien n'a été fait.

Pour rassurer la population et la convaincre de regagner la zone Capesterre-Trois-Rivières-Gourbeyre, il a été répété qu'un dispositif de sécurité était en train d'être installé. En particulier en ce qui concerne l'évacuation de la population scolaire.

Aujourd'hui, plus d'une semaine après la reprise des cours à Capesterre, où en est le plan EVAC-CES-CET, que les responsables des établissements scolaires avaient posé comme réaliste à leur retour dans la zone dangereuse ? Ce plan prévoyait le tracé d'une piste le long de la plage permettant de gagner Roseau en cinq minutes.

Eh bien, comme c'est le cas pour la

plupart des promesses faites par l'administration préfectorale en ce qui concerne le problème de la Soufrière, tout est encore sur le papier. Le directeur du CET de Capesterre déclarait à France-Antilles que "le pont Bellay qui avait été promis n'a pas été placé". Cela veut dire en clair que ceux qui dirigent notre pays, ne se font pas beaucoup de soucis pour la population.

Cela veut dire aussi que les travailleurs, et les autres couches laborieuses de la population doivent exiger des comptes et exercer un contrôle très strict en ce qui concerne leur sécurité, et celle de leurs enfants.

## POINTE-A-PITRE

La rivière dans la ville

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait de grosses averses pour que Pointe-à-Pitre et ses environs se transforment en rivière. Et dans de tels cas il vaudrait mieux circuler en canot plutôt qu'en voiture ou à pied. Car ce scit au centre ville, dans le quartier de l'Assainissement ou à la sortie de Pointe-à-Pitre (on peut citer en exemple le carrefour de la X-barre), c'est le même spectacle qui s'offre aux yeux : les rues sont carrément inondées, et l'eau monte à plusieurs centimètres de hauteur.

Les véritables responsables de cette situation ne sont guère ces automobilistes impolis qui semblent se délecter à élabousser les passants, mais ce sont bien les capitalistes en travaux publics pour lesquels les colonies sont des terres d'élection pour la vente de leurs marchandises de basse qualité. Ils se soucient de se remplir les poches, mais ils sont incapables de mettre sur pied un système d'égouts efficace.

o - o - o

## LIBAN

Vers la fin  
de la crise ?

Après l'accord signé à Ryad lundi dernier et qui devait mettre fin aux hostilités entre Palestiniens et progressistes libanais d'une part et armée syrienne et droite libanaise d'autre part, une nouvelle réunion au sommet a eu lieu lundi 25 octobre au Caire. Mais cette fois, tout a été mis en oeuvre pour que l'accord soit entériné par tous les chefs d'Etat arabes.

Le sommet du Caire doit tout d'abord confirmer les accords de Ryad, mais aussi décider de la mission, des effectifs et des nationalités des contingents de la force de paix arabe de 30.000 hommes qui doit se rendre au Liban.

En fait, il s'agit ni plus ni moins pour les Sadate, Assad et autres Sarkis de mettre au pas la résistance palestinienne et son alliée la gauche libanaise.

En attendant, les combats continuent dans le Sud-Liban. Les phalangistes, forts de l'appui de l'armée syrienne, veulent expulser les Palestiniens de la région d'Arkoud, que les accords du Caire de 1969 leur avaient attribuée. Et dans cette tâche ils reçoivent l'appui d'un autre larron, en l'occurrence l'armée israélienne. C'est l'union sacrée contre les "empêcheurs de tourner en rond" que sont les forces palestiniennes au Moyen-Orient. Une fois leur sort réglé, celui de la gauche libanaise le sera rapidement, puisque celle-ci aura perdu son allié palestinien.

Ce qui signifie que l'on retournera à la situation existant avant le déclenchement de la guerre civile : un Liban tenu en coupe réglée par la droite et ses milices.

## FRANCE ANTILLES

UN TORCHON EN MAL DE SCANDALES

Dans le France-Antilles du 25 / 10, édition de la Guadeloupe, on peut voir en première page un énorme titre : deux petites filles de moins de 10 ans ont été violées.

Intrigué par ce titre, le lecteur se rend compte, en lisant l'article, qu'il s'agit pour le premier cas d'une enfant de trois ans et demi, dont un examen médical révèle qu'elle est "déflorée" : on ignore dans quelles circonstances. Pour le second cas, une fillette de 8 ans aurait été violée par un garçon de... 10 ans, qui doit passer au tribunal pour enfants.

Et France-Antilles de recommander aux mères de famille de vérifier, en quelque sorte, la virginité de leurs filles.

Avec des gens aussi malades que certains rédacteurs de France-Antilles, qui semblent éprouver un plaisir morbide à étaler de telles "affaires" au grand jour, on serait tenté effectivement de recommander la prudence... en passant devant la rue Hincelin, où se trouve le local de ce torchon à la recherche de scandales.

o - o - o

## GUADELOUPE

QUAND L'EDF  
TUE

Mercredi matin, au quartier Boissard-Abymes, une mère de famille de huit enfants est morte électrocutée.

Elle a été victime de l'incurie de l'administration de l'E.D.F.

Les conditions dans lesquelles cette femme est morte sont véritablement scandaleuses.

La veille du drame, une branche de cocotier située près de sa case a rompu un fil électrique dans sa chute. Les habitants du quartier ont signalé ce fait à l'EDF et celle-ci a promis de venir le lendemain réparer les dégâts. Mais, tôt le matin, la femme en question, qui ignorait tout, a marché sur le fil qui traînait à terre. C'est ainsi qu'elle est morte électrocutée.

La direction de l'EDF est la seule coupable.

Car pourquoi n'a-t-elle pas pris des mesures urgentes pour faire les réparations nécessaires, dès qu'elle a été avertie ? Bien sûr, il s'agissait d'un quartier pauvre, et cela explique sûrement la lenteur de l'EDF à réagir.

## HAÏTI

DUVALIER LE COMPLICE  
DE GISCARD

La France coloniale envoie ces jours-ci un de ses représentants, en l'occurrence Robert Galley, ministre de la coopération, inaugurer une route en Haïti.

Pourquoi cette cérémonie ?

Parce que la France a contribué au financement des travaux.

Quand on sait que des sociétés françaises comme la COLAS, DUMEZ, etc... sont implantées en Haïti, comme d'ailleurs aussi chez nous, on devine à qui l'Etat capitaliste a généreusement versé les 35 millions de participation à cette construction.

En tous cas, coopérer avec le sinistre Duvalier fils, voilà qui ne nous étonnera guère de la part du gouvernement français qui entretient également de très bonnes relations avec l'état raciste d'Afrique du Sud.

C'est bien ce même gouvernement qui nous maintient aussi sous le joug colonial.